

# JOURNAL OFFICIEL

DES

## ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 71.  
N° 5.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1  
NO MATI 1922.

ABONNEMENTS			ABONNEMENTS ET ANNONCES		ANNONCES ET AVIS	
	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS			
Etablissements français de l'Océanie.	20 fr.	11 fr.	6 fr.	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.	Annonces judiciaires : la ligne.....	0 50
France, Colonies et Union postale. ...	26 fr.	14 fr.	8 fr.		Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 25
				PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES	Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....	1 »
				Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.	Les mêmes, renouvelées : la ligne....	0 50

A partir du 1<sup>er</sup> mars, l'Inspecteur Général des Colonies cessera ses réceptions des lundi, mercredi et vendredi.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1922		Pages
14 février.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 7 décembre 1921, modifiant le décret du 8 septembre 1910 sur les frais de déplacement des militaires aux colonies.....	53
20 février.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 15 décembre 1921, rendant applicables dans les colonies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies, le décret du 13 octobre 1921, prohibant l'exportation des bâtiments de mer (Arrêté ministériel du 22 octobre 1921, y annexé).....	54
21 février.....	Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 28 décembre 1921, portant règlement sur la police des eaux minérales aux colonies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies.....	55

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

25 février.....	Arrêté relatif à la formation de la classe 1922 et à la convocation des ajournés des classes 1919, 1920 et 1921.....	58
Extraits.....		59

## AVIS OFFICIELS

Résultats des élections municipales de Papeete, du 19 février 1922.....	59
Résultats des élections des Membres de la Chambre de Commerce, du 12 février 1922. — Constitution du bureau. — Série sortante en 1924.....	60
Résultats des élections des Membres de la Chambre d'Agriculture, du 19 février 1922. — Constitution du bureau. — Série sortante en 1924.....	60
Service du Trésor — Avis.....	60

## PARTIE NON OFFICIELLE

## NOUVELLES ET INFORMATIONS

Revue de botanique appliquée et d'Agriculture coloniale.....	60
--	----

## STATISTIQUES

Observations météorologiques du mois de janvier 1922.....	64
Annonces judiciaires.....	61
— commerciales et avis divers.....	63

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 7 décembre 1921, modifiant le décret du 8 septembre 1910 sur les frais de déplacement des militaires aux colonies.

(Du 14 février 1922.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 7 décembre 1921, modifiant le décret du 8 septembre 1910 sur les frais de déplacement des militaires aux colonies,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 7 décembre 1921, modifiant le décret du 8 septembre 1910 sur les frais de déplacement des militaires aux colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 février 1922.

THALY.

## DÉCRET

(Du 7 décembre 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 8 septembre 1910, portant règlement sur le service des frais de déplacement des militaires isolés aux colonies et dans les pays de protectorat;

Et Monsieur FRANK HOMES, Négociant et propriétaire, demeurant également à Papeete;

Ont formé entre eux une Société en nom collectif, ayant pour objet:

L'achat et la vente de tous terrains sis dans l'île **TUPAI** ou **MOTU-ITI** (Archipel des Iles-Sous-le-Vent);

La mise en culture et l'exploitation desdits terrains;

Le commerce général de tous produits d'importation et d'exportation, tant dans ladite île que dans l'étendue des Etablissements français de l'Océanie, à l'exception toutefois de la ville de Papeete où chacun des co-associés conservera le droit de traiter, seul et à son profit, ses affaires commerciales et personnelles;

La construction, l'achat, l'échange, la vente et l'exploitation de tous bateaux à voiles ou à moteur, nécessaires pour effectuer ledit commerce;

L'armement, la location et l'exploitation directe ou indirecte desdits bateaux;

Et enfin toutes les opérations commerciales et autres se rattachant directement ou indirectement auxdits objets.

La durée de la Société est fixée à trente années, qui ont commencé à courir le 1<sup>er</sup> janvier 1922, et expireront à pareille époque de l'année 1952.

Le siège de la Société est à Papeete, Quai du Commerce.

La Société prend le nom commercial de "**PLANTATION DE TUPAI**".

La raison et la signature sociales sont "**A. AMÉDET & F. HOMES**".

Les affaires de la Société sont gérées et administrées par les deux associés, avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet.

En conséquence, chacun d'eux aura la signature sociale, dont il ne lui sera toutefois permis de faire usage que pour les affaires de la Société;

Chacun des associés pourra, notamment: recevoir et payer toutes sommes, faire tous achats et marchés, faire toutes acquisitions, ventes et échanges d'immeubles ou de droits immobiliers, de telles manières et aux prix, charges et conditions qu'il avisera; faire tous emprunts hypothécaires et autres aux conditions et charges qu'il jugera convenables, affecter et hypothéquer à la garantie du remboursement desdits prêts tout ou partie des immeubles dépendant de la Société; traiter, transiger, compromettre, donner tous désistements et mainlevées, avec ou sans constatation de paiement; exercer toutes poursuites et actions judiciaires; représenter la Société dans toutes faillites et liquidations judiciaires; souscrire, accepter, endosser et acquitter tous effets de commerce, et généralement faire tout ce qu'il jugera utile à l'intérêt et à la prospérité de la Société, même non mentionné aux présentes.

Toutefois, lorsque l'une des opérations ou transactions ci-dessus spécifiées dépassera le quart du capital social, ces opérations ou transactions ne pourront être valablement faites ou réalisées qu'avec le concours des deux associés.

Les associés ont apporté à la Société, entièrement en immeubles et en droits immobiliers, chacun une somme de soixante-quinze mille francs, ce qui porte le capital social à cent cinquante mille francs.

Aucun des associés ne pourra céder ses droits dans la Société sans le consentement de son co-associé.

En cas de perte de la moitié du capital social, constatée par un inventaire annuel, chacun des associés, aura le droit de demander la dissolution de la Société, dans le mois de la clôture de cet inventaire.

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, la liquidation sera faite par les deux associés ou par l'as-

socié survivant, qui auront à cet effet les pouvoirs les plus étendus.

Dans aucun cas et alors même qu'il y aurait parmi les intéressés des mineurs ou autres incapables, il n'y aura lieu ni à apposition de scellés, ni à inventaire, ni à aucun acte quelconque qui aurait pour but ou pour effet d'entraver la marche régulière des opérations de la Société ou de sa liquidation.

Une expédition dudit acte de société a été déposée au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 26 février 1922.

Pour extrait et mention:

G. VINCENT, Notaire.

Etude de M<sup>e</sup> G. VINCENT, Notaire à Papeete.

## PUBLICATION DE SOCIÉTÉ

### SOCIÉTÉ

### WING MAN LONG "WONG POUH XUNG et C<sup>ie</sup>".

Suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Gustave Vincent, Notaire à Papeete, le 7 février 1922;

1<sup>o</sup> Monsieur Wong Pouh Xung, sujet asiatique, immatriculé sous le n<sup>o</sup> 1303, négociant, demeurant à Papeete;

2<sup>o</sup> Monsieur Liu Sang, sujet asiatique, immatriculé sous le n<sup>o</sup> 1465, négociant, demeurant aussi à Papeete;

3<sup>o</sup> Monsieur Wong Yen, sujet asiatique, immatriculé sous le n<sup>o</sup> 1466, négociant, demeurant également à Papeete;

4<sup>o</sup> Monsieur Pong Loi, sujet asiatique, immatriculé sous le n<sup>o</sup> 2102, commerçant, demeurant aussi à Papeete;

5<sup>o</sup> Monsieur Tsang Kouei, sujet asiatique, immatriculé sous le n<sup>o</sup> 1450, employé de commerce, demeurant aussi à Papeete;

6<sup>o</sup> Monsieur Fong Wah, sujet asiatique, immatriculé sous le n<sup>o</sup> 1323, directeur de maison de commerce, demeurant également à Papeete;

7<sup>o</sup> Monsieur Fong Sang, sujet asiatique, immatriculé sous le n<sup>o</sup> 1248, employé de commerce, demeurant à Papeete;

8<sup>o</sup> Monsieur Tchiang Sang, sujet asiatique, immatriculé sous le n<sup>o</sup> 1467, cultivateur, demeurant à Pirae;

Ont formé entre eux une Société en nom collectif ayant pour objet:

L'achat, la vente et l'échange de tous immeubles et droits immobiliers; l'achat et la vente de tous produits d'importation et d'exportation; l'achat et la vente de toutes boissons alcooliques, hygiéniques et autres, et l'exploitation d'un restaurant; et, en un mot, toutes les opérations commerciales autorisées aux porteurs d'une patente de première classe.

La durée de cette Société est de vingt années, qui ont commencé à courir le premier janvier 1922, et expireront à pareille époque de l'année 1942.

Le siège de la Société est à Papeete, rue des Beaux-Arts et rue de l'Est.

La Société prend le nom commercial de "**SOCIÉTÉ WING MAN LONG**".

La raison et la signature sociale sont, "**WONG POUH XUNG et COMPAGNIE**".

Les affaires de la Société sont gérées et administrées par Monsieur Wong Pouh Xung, n<sup>o</sup> 1303, qui seul, aura la signature sociale, dont il ne lui sera toutefois permis de faire usage que pour les affaires de la Société.

En conséquence Monsieur Wong Pouh Xung pourra notamment: recevoir et payer toutes sommes, régler tous comptes,

faire tous achats et marchés, au comptant ou à terme, souscrire, endosser, accepter et acquitter tous effets de commerce, suivre toutes actions judiciaires, représenter la Société dans toutes opérations de faillites et de liquidations judiciaires, se désister de tous droits, faire mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, avant ou après paiement; consentir toutes locations, résilier ou proroger tous baux, traiter, transiger, compromettre, substituer un ou plusieurs mandataires, associés ou non, dans l'exercice de ses pouvoirs, et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire aux affaires et à la bonne marche de la Société.

Toutefois les traités, marchés et transactions quelconques qui dépasseront le chiffre de vingt-cinq mille francs ne pourront avoir lieu que du consentement de la majorité des associés.

D'autre part, les emprunts et les hypothèques, les acquisitions, échanges et ventes d'immeubles ne pourront être réalisés qu'avec le concours de tous les associés ou en vertu d'une délibération de l'assemblée générale desdits associés, prise à la majorité des voix des associés présents ou représentés. A cet effet l'assemblée générale devra être convoquée au moins huit jours à l'avance et par écrit recommandé à la Poste; toutefois, en cas d'urgence, ce délai de convocation pourra être réduit à trois jours. L'assemblée générale pourra même se réunir sans délai et sur simple convocation verbale, si tous les associés sont présents ou représentés. En cas de désaccord entre les associés, la majorité fait la loi, et, en cas de partage, la voix de l'Administrateur-gérant est prépondérante.

Les associés ont apporté à la Société, savoir :

1 <sup>o</sup> M. Wong Pouh Xung, une somme de cinq mille francs, ci.....	5.000 fr.
2 <sup>o</sup> M. Liu Sang, une somme de cinq mille francs, ci.....	5.000 fr.
3 <sup>o</sup> M. Wong Yen, une somme de cinq mille francs, ci.....	5.000 fr.
4 <sup>o</sup> M. Pong Loi, une somme de mille francs, ci.....	1.000 fr.
5 <sup>o</sup> M. Tsang Kouei, une somme de mille cinq cents francs, ci.....	1.500 fr.
6 <sup>o</sup> M. Fong Sang, une somme de sept cent cinquante francs, ci.....	750 fr.
7 <sup>o</sup> M. Fong Wah, une somme de sept cent cinquante francs, ci.....	750 fr.
8 <sup>o</sup> M. Tchiang Sang, une somme de mille francs, ci.....	1.000 fr.

Ensemble : Vingt mille francs, formant le capital social, ci..... 20.000 fr.

Le tout versé en espèces.

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, la Société sera liquidée, soit par les associés en nom collectif ou par le survivant d'eux, soit par celui ou ceux d'entre eux qui seraient choisis amiablement par les autres. S'il y a des associés commanditaires, ceux-ci pourront désigner l'un d'eux pour procéder à la liquidation conjointement avec l'associé ou les associés en nom collectif, survivants.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le règlement du passif. Ils pourront notamment vendre aux enchères ou à l'amiable l'établissement commercial exploité par la Société ainsi que les immeubles qui pourront lui appartenir, traiter, transiger, compromettre, donner tous désistements et mainlevées, avec ou sans paiement, exercer toutes actions judiciaires.

La liquidation devra être terminée dans le délai d'une année. Si, à l'expiration de ce délai, il reste des créances à recouvrer, elles seront licites à l'amiable entre les associés.

Les premiers fonds provenant de la liquidation seront, avant

tout, employés à l'extinction du passif et des charges de la Société envers les tiers.

Après cette extinction, les associés seront remboursés de leurs comptes courants, puis du montant de leurs apports respectifs. Ce qui pourra rester ensuite disponible sera réparti entre les associés dans les proportions fixées par l'article 9 ci-dessus.

Une expédition dudit acte de société a été déposée aux Greffes des Tribunaux de Papeete, le 26 février 1922.

Pour extrait et mention :

G. VINCENT.

## ANNONCES DIVERSES

Société Anonyme créée pour Importation, Exportation, Affaires Coloniales, adjudicataire nombreuses Administrations Afrique Occidentale, accepterait être **Correspondant en France firme TAHITIENNE.**

Ecrire COMPTOIR GÉNÉRAL REPRÉSENTATIONS AFRIQUE, 22, rue d'Anjou, Paris.

**MM. F. R. & I. E. WALKER** ont l'honneur d'informer le public que M. R. STUART s'est retiré de l'entreprise de constructions navales dénommée précédemment "R. WALKER & STUART", et que cette entreprise sera désormais gérée par **MM. ROBERT & ISAAC WALKER**, qui en sont seuls gérants et propriétaires.

## A VENDRE

**La propriété MARTINET, sise à Arue.**

S'adresser à M<sup>e</sup> L. BRAULT, Défenseur.

## A VENDRE

**La propriété J. GEORJAY, sise à Papeete, à l'angle des rues du 22 Septembre 1914 et Colette.**

S'adresser à M<sup>e</sup> LÉONCE BRAULT, Défenseur.

## A VENDRE

Une propriété située au quartier d'HAMUTA, district de Pirae, à 2 kilomètres de Papeete, comprenant :

1<sup>o</sup> **Une terre de 6 hectares environ**, sise en bordure et au Sud de la route de ceinture sur laquelle elle mesure 500 mètres environ. Elle est limitée à l'Ouest par la rivière d'Hamuta et à l'Est par la propriété Gifford. — Prix : 1 fr. 25 le mètre carré.

2<sup>o</sup> **Deux parcelles de terre**, d'un seul tenant, d'une superficie de 4 hectares environ, limitées à l'Est par un chemin vicinal conduisant de la route de ceinture à la mer, et traversées à l'Ouest par la rivière d'Hamuta. — Prix : 1 fr. 75 le mètre.

Sur ces deux dernières terres se trouvent trois petites constructions en bois, couvertes en tôle.

Ces terres sont desservies par la conduite d'eau de Pirae.

Le tout entouré de clôtures en fil de fer.

S'adresser à M. VINCENT, Notaire à Papeete.

## DÉCRET

(Du 28 décembre 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu les articles 7 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'ordonnance du 18 juin 1823, portant règlement sur la police des eaux minérales en France,

## DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'ordonnance du 18 juin 1823, portant règlement sur la police des eaux minérales en France, est applicable aux colonies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies, sous réserve de la modification mentionnée à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Le deuxième alinéa de l'article 15 de l'ordonnance du 18 juin 1823, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« L'entrée aux colonies des eaux minérales étrangères, même destinées à l'usage familial, outre que celles figurant sur le tableau ci-annexé, est subordonnée à l'autorisation des Gouverneurs qui en limitent les quantités à importer selon la nature de l'eau. »

Art. 3 — Le service des douanes est tenu de se faire représenter pour toutes les eaux minérales étrangères, soit en bouteilles,

soit en vases; le certificat de provenance délivré et attesté par l'autorité locale.

Art. 4. — L'introduction aux colonies des eaux minérales artificielles est subordonnée aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> Ces eaux doivent être importées dans des bouteilles, cruchons ou siphons portant, en caractères indélébiles, l'indication : « Eaux artificielles » ;

2<sup>o</sup> Leur importation en tonneaux ou autres récipients est interdite;

3<sup>o</sup> La douane est tenue de faire contrôler, sur échantillons, la bonne qualité de l'eau employée à la fabrication et le bon état des siphons, notamment en ce qui concerne les têtes métalliques et les tubes intérieurs.

Art. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 décembre 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des pensions, primes  
et allocations de guerre, chargé de l'intérim  
du Ministère des colonies,

MAGINOT.

Tableau des eaux minérales étrangères dont l'importation et la vente sont autorisées conformément à l'ordonnance du 18 juin 1823.

PROVINCES ET CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES.	SITUATION DES SOURCES	NOMS DES SOURCES	DATE DE L'AUTORISATION
<b>Allemagne.</b>			
Bade (grand duché de) .....	Rippoldsau .....	Sources Joseph Wenzels et Léopold .....	19 mars 1862.
Bavière (royaume de) .....	Kissingen .....	Source Maxbrunnen .....	(1) 22 juillet 1907.
		Source Rakoczy .....	
Hesse (grand duché de) .....	Offenbach-am-Main .....	Source Kaiser Friedrich .....	(1) 20 février 1905.
	Schwalheim .....	Source Germania .....	(1) 9 février 1904.
Hesse-Nassau (province de) .....	Ems-les-Bains .....	Source Victoria .....	22 juillet 1895.
		Source Kranchen I. ....	12 août 1909.
		Source Kranchen II. ....	
	Hombours-es-Monts .....	Source Elisabeth .....	11 août 1894.
		Source Louis .....	
		Source de l'Empereur .....	
		Source ferrée .....	
		Source Louise .....	
Hesse-Nassau (province de) .....	Kronthal .....	Source Appollinis .....	16 juillet 1881.
	Niederselters .....	Source Royal Selters .....	
	Selters près Weilburg .....	Source Royal Fachingen .....	5 mai 1909.
	Selters an der Lahn .....	Source Original Selters .....	17 février 1894.
		Source Neu-Selters .....	7 août 1908.
Gouvernement d'Aix-la-Chapelle .....	Aix-la-Chapelle Biekirchen (vallée de la Lahn) .....	Source Kaiserbrunnen .....	25 septembre 1886.
		Source Sainte-Gertrude .....	26 août 1890.
Gouvernement de Coblenz .....	Tonnisteinerbrunnen .....	Source Abrolis .....	24 mars 1900.
	Niedermindig .....	Source Genoveva .....	(1) 13 août 1900.
	Kreusnach .....	Source Elisabeth .....	19 août 1898.
Gouvernement de Trèves .....	Gerolstein .....	Source Schlossbrunnen .....	12 octobre 1880.
Saxe-Meiningen (duché de) .....	Friedrichthal .....	Source Oppel .....	(1) 8 mars 1901.
Waldeck (principauté de) .....	Wildungen .....	Source Georg Victor .....	(1) 11 février 1905
		Source Hélène .....	
Wurtemberg .....	Bad Teinneh .....	Source Hirschquelle (du Grand-Cerf) .....	(1) 20 février 1906

(1) Pour 4rente ans.

PROVINCES ET CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES.	SITUATION DES SOURCES	NOMS DES SOURCES	DATE DE L'AUTORISATION
<b>Autriche-Hongrie (ancien empire d').</b>			
Bohême (royaume de) .....	Bilin (département de Saas. Art. de Teplitz..	Source de Bilin .....	12 mai 1895.
	Franzensbad .....	Source de Natalie Quelle .....	24 mars 1900.
	Giesshubl-Puchstein .....	Source Mattoni .....	12 juillet 1892.
	Karlsbad .....	Source Sprudel, Mulhbrunn et Schlossbrunn ..	(2) 19 mars 1888.
	Koenigswart .....	Source Richardsquelle .....	16 décembre 1899.
	Kotigan .....	Source Amida .....	(1) 7 août 1908.
	Krondorf .....	Source Princesse Stéphanie .....	12 décembre 1895.
		Source de la Croix (Kneuzbrunnem), Ferdi- nand (Ferdinandsbrunnem), Rodolphe (Ru- dolphequelle), Ambrosius (Ambrosius- brunnem) et de la forêt (Waldquelle).	5 février 1890.
	Püllna .....	Sources amères .....	27 mars 1878.
	Teplitz .....	Sources municipale de Teplitz .....	11 janvier 1910.
Bosnie (province de) .....	Srebrenica .....	Source Guber .....	(1) 13 août 1900.
Hongrie .....	Budacors .....	Source Hercules .....	(1) 22 juin 1907.
	Budapest, vallée d'Ormezo .....	Source Hunyadi Janos .....	31 janvier 1873.
		Source François-Joseph .....	5 septembre 1878.
		Source d'Apenta (anciennement de Rac- koczy) .....	25 octobre 1878.
		Source amère, à Arpad .....	3 février 1896.
		Source Déai Quelle (eau purgative royale hongroise).	7 décembre 1878.
		Source Offner Victoria Quelle Bitterwasser ..	19 avril 1879.
		Source Hunyadi Lazzio .....	22 mars 1880.
	Plaine de Kelenfold Budaörs .....	Source Aesculap n° 2 .....	28 janvier 1882.
	Source Loser Janos .....	Source Loser Janos .....	13 août 1888.
	Koos (Comitat de Komarom) .....	Source Coroin (Mathias) et Coroin (Jean) ..	13 février 1894.
			6 septembre 1887.
Styrie .....	Gleichenberg .....	Sources Constantin et Emma .....	(1) 22 juillet 1905
Tyrol .....	Levico .....	Source forte .....	24 mars 1900.
<b>Belgique.</b>			
Brabant (province du) .....	Court-Saint-Etienne .....	Source de l'hospice .....	1 <sup>er</sup> octobre 1883.
Liège (province de) .....	Chevron .....	Source Pouhon-de-Bru .....	(1) 14 février 1905;
	Spa .....	Source Pouhon-du-Prince-de-Condé .....	22 février 1882.
		Source Pierre-le-Grand (eau du Pouhon) ..	27 janvier 1898.
Luxembourg belge .....	Harre .....	Source de la Rocheblin .....	(1) 13 août 1900.
<b>Luxembourg.</b>			
Luxembourg .....	Luxembourg .....	Source Kind et Adelaïde .....	14 décembre 1920.
<b>Espagne.</b>			
Alicante (province d') .....	Orihuela .....	Source San Antén .....	(1) 21 août 1907.
Gerons (province de) .....	Saint-Daniel .....	Font de la Polvora .....	(1) 11 février 1905.
Guipuzcoa (province de) .....	Estona .....	Source San-Ignacio .....	(1) 6 juin 1906.
Lerida (province de) .....	Rubinat .....	Source Abila .....	(1) 7 août 1908
		Source Gorgot .....	30 décembre 1901.
		Source Horach (anciennement Fuente- Amarga) .....	22 mars 1880.
		Source Serre .....	11 août 1892.
			7 juillet 1899.
Madrid (province de) .....	Carabana .....	Source la Sulad (anciennement la Favorita) ..	31 juin 1885.
	Coslada .....	Source de la Maravilla .....	21 août 1890.
	Loches .....	Source de la Margarita .....	30 avril 1913.
	Mejorada del Campo .....	Source sans rivale .....	29 décembre 1884.
	Villacarnejos (Vallée Villacabras) .....	Source Santos .....	6 septembre 1897.
			17 avril 1888.
Pontevedra (province de) .....	Mondariz .....	Source Gandara .....	26 août 1890.
<b>Etats-Unis d'Amérique.</b>			
Massachusetts .....	Andover .....	Ballardvale Lithia Spring .....	18 janvier 1897.

(1) Pour trente ans.

(2) Autorisation également applicable à l'introduction et à la vente des sels, soit en cristaux, soit en poudre, provenant de la source Sprudel.

PROVINCES ET CIRCONSCRIPTIONS ADMINISTRATIVES.	SITUATION DES SOURCES	NOMS DES SOURCES	DATE DE L'AUTORISATION
<b>Italie.</b>			
Florence (province de).....	Bagni-di-Montecatini.....	Source Giulia..... Source Régina..... Source Savi..... Source Tamerici..... Source Toretta..... Source de Tettaccio et de Rinfresco.....	12 août 1909. 25 août 1857.
Padoue (province de).....	Montecatini.....	Source néronienne.....	21 août 1899.
Rome (province de).....	Montegretto.....	Source del Bagholo di Corneto	11 septembre 1867.
Sienna (province de).....	Corneto.....	Source Etrusca.....	23 novembre 1907..
Berbame (province de).....	Cinciano, près Poggibansi.....	Source Palazzolo.....	28 avril 1912.
	San Pellegrino.....		
<b>Roumanie.</b>			
Suceava (district de).....	Saru-Dorna.....	Source Dorna.....	17 février 1894..
<b>Russie.</b>			
Caucase (province du).....	Térek (région de).....	Narzan Essentouki, n° 47, et 20 Balaline...	16 août 1911.
<b>Russie d'Asie.</b>			
Tiflis (gouvernement de).....	Borjom.....	Catherine de Borjom.....	3 février 1911.
<b>Suède.</b>			
Westergotland.....	Skoffeby.....	Source Sécularis.....	6 septembre 1897.
<b>Suisse.</b>			
Argovie (canton d').....	Birmenstorf.....	Source Amère.....	20 mars 1878.
	Rheinfelden.....	Source d'eau salée.....	26 août 1890.
	Schinznach.....	Source sulfureuse.....	20 avril 1865.
	Wildeggen.....	Source Laué.....	24 septembre 1856.
Grisons (canton des).....	Saint-Moritz.....	Sources ancienne et nouvelle.....	8 décembre 1959.
Valais (canton du).....	Saxon.....	Source Fama.....	18 mai 1855.
<b>Tunisie.</b>			
Califat des Ouled-Saïd.....	Ain-Garci.....	Source Régence.....	(1) 7 avril 1903.

(1) Pour trente ans.

Vu pour être annexé au décret du 28 décembre 1921.

Le Ministre des pensions, primes et allocations de guerre. chargé de l'intérim du ministère des colonies,

MAGINOT.

**ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL****ARRÊTÉ** relatif à la formation de la classe 1922 et à la convocation des ajournés des classes 1919, 1920 et 1921.

(Du 25 février 1922.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la loi du 21 mars 1905, sur le recrutement de l'armée, modifiée par la loi du 7 août 1913;

Vu le radiotélégramme ministériel (Guerre) relatif au recense-

ment et à la revision de la classe 1922 ainsi que des ajournés des classes 1919, 1920 et 1921;

Vu la loi du 17 décembre 1921 et l'arrêté du 7 décembre 1921, concernant les opérations de recensement et de recrutement des hommes de la classe 1922,

**ARRÊTE :**Article 1<sup>er</sup>. — Le Conseil de revision appelé à examiner les jeunes gens de la classe 1922 et les ajournés des classes 1919, 1920 et 1921 qui n'avaient pas été exemptés par la Commission de réforme, se réunira, aux lieux, jours et heures ci-après indiqués :1<sup>o</sup> A la Mairie de Papeete. — Le mardi, 28 mars, de huit heures à onze heures et de quatorze heures à dix-sept heures (deux heures à cinq heures du soir) pour la Commune de Papeete et les



districts de Pare, Arue, Mahina, Faâa, Punaauia, Paea, Papara, Afareaitu, Haapiti, Papetoai, Teavaro-Teaharoa.

2° *A la Chefferie de Papenoo.* — Le jeudi 30 mars 1922, de huit heures et demie à onze heures, pour les districts de Tiarei-Mahana, Papenoo.

3° *A la chefferie de Taravao.* — Le samedi 1<sup>er</sup> avril 1922, de huit heures et demie à onze heures, pour les districts de Mataiea, Papeari, Afaahiti, Vairao, Teahupoo, Pueu, Tautira, Hitiaa.

Art. 2. — La séance de clôture des opérations de revision aura lieu à la Mairie de Papeete le mardi 11 avril 1922, à 9 heures.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mars 1905, le Maire de Papeete et les Chefs des districts auxquels appartiennent les jeunes gens appelés devant le Conseil de revision sont tenus d'assister aux séances. Ils ont le droit de présenter des observations et doivent, d'après l'article 30 de la loi précitée, signer la liste de recrutement concernant leur commune ou leur district. Ils sont revêtus de leurs insignes, ainsi d'ailleurs que les Membres du Conseil de revision.

Art. 4. — Après lecture publique des tableaux de recensement, la constatation de l'aptitude physique des jeunes gens aura lieu à huis clos. Toutefois, pourra être admis, sur sa demande, à assister à la visite, le père ou le tuteur du jeune homme présenté à l'examen.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, notifié et publié partout où besoin sera. Il sera affiché dans la Commune de Papeete et dans tous les districts.

Papeete, le 25 février 1922.

THALY.

## EXTRAITS

Par décision du Gouverneur, n° 55, en date du 14 février 1922, M. Mugnier, Chef de brigade de 3<sup>me</sup> classe du détachement de Gendarmerie de Tahiti, sera rapatrié pour raison de santé.

Par décision du Gouverneur, n° 56, en date du 14 février 1922, MM. Laurey et Bohler sont autorisés à ouvrir une pâtisserie-restaurant à Papeete.

M. Ly Sing Cheen, n° 1203, est autorisé à ouvrir un restaurant à Fare-Ute (Papeete).

Par décision du Gouverneur, n° 58, en date du 17 février 1922, la démission de son emploi présentée par M. Tumata Lemaire, Institutteur auxiliaire à Maeva (Huahine), est acceptée pour compter du 8 janvier 1922, date de l'expiration du congé de 4 mois sans solde accordé à l'intéressé.

Par arrêté du Gouverneur, n° 59, en date du 17 février 1922, dispense d'âge est accordée à M<sup>lle</sup> Marie-Renée-Albertine Teupooteharuru, à l'effet de contracter mariage avec M. Tuura a Maruoi.

Par arrêté du Gouverneur, n° 60, en date du 20 février 1922, le dénommé Tetoa a Nanai, âgé de 35 ans, né à Arue le 15 juin 1886, fils de père inconnu et de Moehau a Nanai, détenu à la prison coloniale de Papeete, condamné par jugement du Tribunal Supérieur de Papeete, du 16 avril 1921, à 1 an de prison pour coups et blessures volontaires, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle.

Par décision du Gouverneur, n° 61, en date du 20 février 1922, une permission d'absence de trente jours, pour affaires personnelles, est accordée à M<sup>lle</sup> Maréchal (Eugénie).

Par arrêté du Gouverneur, n° 64, en date du 22 février 1922, dispense de production de son acte de naissance est accordée à M. Gabriel Dubouch, à l'effet de contracter mariage avec M<sup>lle</sup> Louise Simon.

Par arrêté du Gouverneur, n° 65, en date du 22 février 1922, dispense de production du consentement de ses père et mère est accordée à M<sup>me</sup> Rora a Tikare, dite Kaikiro, à l'effet de contracter mariage avec M. Faatau.

Par arrêté du Gouverneur, n° 67, en date du 25 février 1922, dispense de production de son acte de naissance est accordée à M. Quesnot (Joseph), fils de M. Georges Quesnot et de M<sup>me</sup> née Amélia Guillot, à l'effet de contracter mariage avec M<sup>lle</sup> Zeimet (Xénia).

Par décision du Gouverneur, n° 68, en date du 28 février 1922, une permission d'absence de 30 jours, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1922, est accordée au Sous-Brigadier de police Tauria a Pihaaten.

Par décision du Gouverneur, n° 69, en date du 28 février 1922, la démission offerte par M<sup>lle</sup> Araimataamo a Tihupe, de son emploi de monitrice à l'école de Mataura (Tubuai), est acceptée.

M<sup>lle</sup> Berthe a Tanepau est nommée monitrice à l'école de Mataura (Tubuai), en remplacement de M<sup>lle</sup> Araimataamo a Tihupe, démissionnaire.

Par décision n° 4, de l'Administrateur des Iles-Sous-le-Vent, en date du 31 janvier 1922, approuvée par le Gouverneur, le Gendarme Marloi est nommé Greffier-Notaire, Agent du Service des Douanes et Contributions, Agent Sanitaire, Huissier auxiliaire porteur de contraintes, séquestre d'Otto Jeutsch, Directeur de la prison, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1922, en remplacement de M. le Maréchal des logis Fromentin, appelé à continuer ses services au Chef-lieu.

## AVIS OFFICIELS

### ELECTIONS MUNICIPALES DE PAPEETE du dimanche 19 février 1922.

Electeurs inscrits.....	620
Nombre de votants.....	237
Bulletins blancs ou nuls n'entrant pas en ligne de compte pour le calcul de la majorité....	2
Suffrages exprimés.....	235

Ont obtenu :

MM.		MM.	
Malardé (Hippolyte).	210 voix. ELU.	Langomazino (Mau-	
Bambridge (Georges).	202 — id.	rice ).	188 voix. ELU.
Villierme (Henri)....	196 — id.	Dupond (Charles)...	187 — id.
Spitz (Georges).....	193 — id.	Marchal (Frédéric) ..	183 — id.
Hérault (Jean).....	193 — id.	Cassiau (F.).....	175 — id.
Coppenrath (Clément)	192 — id.	Virieux (Laurent)...	171 — id.
Céran.....	189 — id.	Iorss (Martial).....	169 — id.

**ELECTIONS A LA CHAMBRE DE COMMERCE**

(Arrêté, du 31 décembre 1921.)

**Résultats du scrutin du 12 février 1922.**

Electeurs inscrits.....	89
Votants.....	28
Majorité absolue.....	15

Ont obtenu :

MM.		MM.	
Hérault (P.).....	28 voix. ELU.	Raoulx (V.).....	24 voix. ELU.
Malardé (G.).....	28 — id.	Bambridge (G.).....	23 — id.
Martin (E.).....	27 — id.	Leboucher (A.).....	23 — id.
Drollet (L.).....	27 — id.	Bérard (Ch.).....	17 — id.
Grand (H.).....	25 — id.		

En conséquence, MM. Hérault, Malardé, Martin, Drollet, Grand, Raoulx, Bambridge, Leboucher, Bérard, ayant obtenu un nombre de voix supérieur à la moitié des suffrages exprimés, ont été proclamés élus Membres de la Chambre de Commerce.

**Séance du vendredi 17 février 1922.****CONSTITUTION DU BUREAU.**

Ont été élus :

MM. Grand (Henri),.....	Président.
Bérard (Charles).....	Vice-Président.
Leboucher (Albert),.....	Secrétaire.

Résultats du tirage au sort de la 1<sup>re</sup> série sortante soumise au renouvellement biennal.

MM. Bérard.	MM. Leboucher.
Grand.	Malardé.
Hérault.	

**ELECTIONS A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE**

(Arrêté du 31 décembre 1921.)

**Résultats du scrutin du 19 février 1922.**

Electeurs inscrits.....	847
Suffrages exprimés.....	635

Ont obtenu :

MM.		MM.	
Teissier (F.).....	588 voix. ELU.	Haereraaroa Matai. .	296 voix. ELU.
Paquier (E.).....	584 — id.	Teriitahi Tehaamatai	290 —
Sage (père).....	578 — id.	Teriieroo Teriieroo-	
Jamet (J.).....	381 — id.	terai.....	288 —
Deflesselle (C.).....	379 — id.	Renetaud.....	232 —
Grand (H.).....	376 — id.	Salmon (M.).....	209 —
Virieux (L.).....	357 — id.	Terevaura Teave.....	205 —
Raoulx (V.).....	336 — id.	Hamblin (Ch.).....	204 —
Brander (N.).....	297 — id.	Jamet (H.).....	203 —

En conséquence, MM. Teissier (F.), Paquier (E.), Sage (père), Jamet (J.), Deflesselle (C.), Grand (H.), Virieux (L.), Raoulx

(V.), Brander (N.), Haereraaroa Matai, ayant obtenu la majorité prescrite par les règlements en vigueur, ont été proclamés élus Membres de la Chambre d'Agriculture.

**Séance du 23 février 1922.****CONSTITUTION DU BUREAU.**

Ont été élus :

MM. Brander, N.-T. ....	Président.
Virieux, L.-B. ....	Vice-Président.
Paquier, E. ....	Secrétaire.

Résultats du tirage au sort de la 1<sup>re</sup> série sortante soumise au renouvellement biennal.

MM. Grand, H.	MM. Sage, M.
Jamet, J.	Virieux, L.
Paquier, E.	

**TRÉSOR COLONIAL****AVIS**

Les détenteurs de Certificats provisoires de l'Emprunt National 6 % 1920, sont priés de les déposer à la Trésorerie pour échange contre des titres définitifs.

**PARTIE NON OFFICIELLE****NOUVELLES ET INFORMATIONS****Revue de Botanique appliquée  
et d'Agriculture Coloniale.**

Organe de l'Association Internationale de Botanique appliquée et du Laboratoire d'Agronomie coloniale de l'Ecole des Hautes-Etudes ; publiée sous la direction de M. Aug. CHEVALIER, Chef de la Mission permanente d'Agriculture coloniale au Ministère des colonies, Directeur du Laboratoire d'Agronomie coloniale, ancien Directeur du Journal d'Agriculture tropicale.

Rédaction et administration : 57, rue Cuvier, Paris (V<sup>e</sup>), (Laboratoire d'Agronomie coloniale).

Abonnements : France et Colonies : 25 fr. par an (chèque postal Paris 310.13). Etranger : 30 fr.

But : Le but de la Revue de Botanique appliquée et d'Agriculture coloniale est de tenir le public au courant des travaux scientifiques concernant les plantes utiles, l'agriculture, les produits forestiers, en publiant des travaux originaux, des dossiers, des analyses bibliographiques ainsi que les documents qui parviennent des colonies et de l'étranger sur les cultures tropicales.

Elle se consacre spécialement à renseigner ses lecteurs sur les progrès de l'agriculture et de l'exploitation forestière aux colonies, sur leurs possibilités économiques et le commerce auquel les pro-



ductions tropicales donnent lieu. Elle s'attache également à publier des travaux sur les questions intéressant les plantes utiles des pays tempérés et d'une manière générale sur tout ce qui contribue au progrès de l'agriculture dans le monde.

*Principaux sujets dont s'occupe la Revue :* Génétique, Phytopathologie, Acclimatation, Céréales, Plantes vivrières et fourragères, Fruits, Oléagineux, Plantes à sucre, Café, Thé, Cacao, Caoutchouc, Tabac, Epices, Coton et autres textiles, Plantes industrielles diverses, Bois et produits forestiers exotiques.

*Organisation à partir de 1922 :* En 1921, la Revue de Botanique a paru en 4 fascicules de 352 pages. A partir de janvier 1922, elle paraîtra tous les mois par fascicules de 40 pages au moins et comprendra les rubriques suivantes : 1. Etudes et dossiers ; 2. Notes de botanique appliquée ; 3. Récents progrès en agriculture ; 4. Bibliographie ; 5. Nouvelles diverses.

*Avis aux Auteurs et Editeurs :* Tous les ouvrages, brochures, etc. adressés à la direction de la Revue sont analysés ou signalés dans la chronique bibliographique. On est prié d'adresser à la direction deux exemplaires de chaque brochure.

## ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M<sup>e</sup> BERTRAND, Défenseur à Papeete.

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal civil de Première instance de Papeete, en date du 5 juillet 1921, enregistré,

Entre : Monsieur MAITURAI A MATO, demeurant à Hitiaa, Tahiti,

Et : Madame TAAHITUA A VAHINEOTARATUA, demeurant à Hitiaa, Tahiti, d'autre part ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Maiturai a Mato, à la requête et au profit de Monsieur Maiturai a Mato.

Pour extrait conforme :  
M. BERTRAND.

Etude de M<sup>e</sup> LÉONCE BRAULT, Défenseur à Papeete.

### PUBLICATION DE SOCIÉTÉ

## PACIFIC COCONUT PRODUCTS CORPORATION

D'un acte sous seings privés, en date à San Francisco (Californie) du 24 décembre 1917, déposé le 27 décembre 1917 au rang des minutes de M<sup>e</sup> H.-J. MULCREVY, Greffier de la Ville et du Comté de San Francisco, et d'un acte constitutif passé le 24 décembre 1917 devant M<sup>e</sup> V. COLLIN, Notaire public de la Ville et du Comté de San Francisco, il a été extrait ce qui suit :

MM. GEORGE WHALEN, V.-L. WILSON, F.-W. WAKEFIELD, THOMAS A. ALLAN, demeurant à San Francisco, et ROSCOE D. JONES, demeurant à Oakland (Californie), ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société qu'ils se proposent de fonder sous le contrôle et en vertu des lois générales sur les associations de l'Etat de Californie.

I

### Article 1<sup>er</sup>.

Le nom de ladite association est et sera " PACIFIC COCONUT PRODUCTS CORPORATION ".

### Article 2.

Elle a pour objet toutes opérations commerciales, financières, industrielles ou immobilières, sans exception ni réserve, dans l'Etat de Californie ainsi que dans tous les autres Etats ou territoires des Etats-Unis et en pays étranger.

### Article 3.

Lieu où seront établies les principales transactions d'affaires de la présente Société sera la Ville et le Comté de San Francisco, Etat de Californie.

### Article 4.

Le montant total du capital autorisé de ladite Société sera de CENT MILLE DOLLARS (100.000 dollars), qui seront divisés en mille actions égales de cent dollars chacune.

### Article 5.

La durée d'existence de la Société sera de cinquante années.

### Article 6.

Les Directeurs de ladite Société seront au nombre de cinq. Ceux qui rempliront les fonctions de Directeurs pendant la première année sont :

MM. George WHALEN,  
V.-L. WILSON,  
F.-W. WAKEFIELD,  
Thomas A. ALLAN, tous demeurant à San Francisco ;  
Roscoe D. JONES, demeurant à Oakland (Californie).

Les noms des premiers souscripteurs du capital, et le montant effectivement souscrit par chacun d'eux est indiqué ci-dessous :

MM. G. Wallen..... une part,  
V.-L. Wilson..... id.  
F.-W. Wakefield.... id.  
Thomas A. Allan... id.  
Roscoe D. Jones.... id.

### II

L'exactitude des statuts de ladite Société a été certifiée par M. Chessman KITTREDGE, son Secrétaire, devant M<sup>e</sup> Chas. E. SELOVER, Notaire public à San Francisco, suivant acte en date du 7 janvier 1920.

### III

Aux termes d'une délibération du Comité exécutif de la Société, en date du 23 août 1921, ont été élus :

M. V. L. WILSON, de Papeete, Vice-Président ;  
M. NEWTON P. SELOVER, de Papeete, Secrétaire adjoint de la PACIFIC COCONUT PRODUCTS CORPORATION.

Pour extrait :

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Une expédition des statuts et des actes et délibérations ci-dessus énoncés a été déposée au Greffe des Tribunaux de Papeete le douze janvier mil neuf cent vingt-deux.

LÉONCE BRAULT, Défenseur.

Etude de M<sup>e</sup> G. VINCENT, Notaire à Papeete.

### PUBLICATION DE SOCIÉTÉ

## PLANTATION TUPAI

Suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Gustave Vincent, Notaire à Papeete, le 9 février 1922,

Monsieur AMÉDÉE AMÉDET, Négociant et propriétaire, demeurant à Papeete ;

Vu les décrets des 18 septembre 1913, 27 mars 1915, 25 septembre 1915 et 19 novembre 1918, modifiant ou complétant le décret du 8 septembre 1910 susvisé ;

Vu l'article 55 de la loi du 25 février 1901, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1901 ;

Vu la loi du 30 avril 1921, portant fixation du budget général de l'exercice 1921 ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le tarif des indemnités, annexé au décret du 8 septembre 1910 et modifié par le décret du 19 novembre 1918, est remplacé par le suivant :

EUROPÉENS	INDEMNITÉ (1)									
	journalière normale		journalière réduite		partielle (2)		d'embarquement et débarquement des bagages		fixe de déménagement	
	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire	1 <sup>er</sup> Taux chef de famille et célibataire	2 <sup>e</sup> Taux chef de famille et célibataire	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire
Officier général ou assimilé.....	35 »	31 »	30 »	26 »	13 »	22 »	20 »	15 »	200 »	80 »
Officier supérieur ou assimilé.....	30 »	26 »	25 »	21 »	12 »	20 »	18 »	12 »	160 »	60 »
Officier subalterne ou assimilé.....	25 »	21 »	20 »	16 »	10 »	17 »	15 »	10 »	150 »	50 »
Agent de la 3 <sup>e</sup> catégorie, adjudant-chef et assimilé..	»	»	»	»	»	»	12 »	9 »	120 »	40 »
Adjudant, aspirant, sergent-major ou assimilé.....	20 »	17 »	15 »	12 »	8 »	14 »	»	»	60 »	20 »
Sous-officier et militaire de la gendarmerie (autre qu'adjudant, aspirant, sergent-major et assimilé), caporal fourrier, brigadier fourrier.....	»	»	»	»	»	»	»	»	50 »	15 »
Caporal, brigadier, soldat et assimilé.....	15 »	13 »	12 »	10 »	6 »	11 »	»	»	»	»
Membre civil des commissions.....	30 »	30 »	»	»	12 »	»	»	»	»	»
Membre civil des commissions (dans la localité de résidence, par vacation de trois heures).....	»	»	»	»	13 »	»	»	»	»	»
Membre civil des commissions (par heure en plus)...	»	»	»	»	4 50	»	»	»	»	»

Poids des bagages et du mobilier. — Limite de poids accordé à bord des navires de commerce par le règlement sur les passages, sauf réduction prévue à l'article 19.

(1) L'indemnité prévue pour le chef de famille n'est attribuée qu'au militaire accompagné régulièrement de sa famille aux colonies. Le chef de famille qui a laissé sa famille en France ne perçoit que l'indemnité prévue pour le célibataire.

On doit entendre par « militaire chef de famille » celui qui est marié, veuf avec enfants, divorcé avec enfants (ou séparé judiciairement avec enfants) ou qui vit avec sa mère veuve ou avec un ou plusieurs enfants naturels légalement reconnus n'ayant pas atteint leur majorité.

(2) L'indemnité partielle (1<sup>er</sup> taux) correspond soit à un repas pris, soit à une nuit passée hors de la résidence. L'indemnité partielle (2<sup>e</sup> taux) correspond à deux repas pris hors de la résidence sans découcher ou à un repas suivi d'un découcher.

Art. 2. — Le Ministre des colonies et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, dont les dispositions sont applicables à compter de la date de sa promulgation aux colonies.

Fait à Paris, le 7 décembre 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des pensions, primes et allocations de guerre, chargé de l'intérim du Ministère des colonies,

MAGINOT.

Le Ministre des finances,  
PAUL DOUMER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 15 décembre 1921, rendant applicable dans les colonies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies, le décret du 13 octobre 1921 prohibant l'exportation des bâtiments de mer.

(Du 20 février 1922.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920 ;

Vu le décret du 15 décembre 1921, rendant applicable dans les colonies françaises le décret du 13 octobre 1921, prohibant l'exportation des bâtiments de mer,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 15 décembre 1921, rendant applicable dans les co-

onies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies, le décret du 13 octobre 1921, prohibant l'exportation des bâtiments de mer.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 février 1922.

THALY.

## DÉCRET

(Du 15 décembre 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies, du Ministre des finances et du Ministre des travaux publics,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 11 novembre 1915, concernant la vente des navires de mer pendant les hostilités, et les lois du 23 avril 1920 et du 23 avril 1921, prorogeant la loi du 11 novembre 1915;

Vu les décrets du 12 décembre 1915, du 7 juin 1920, et du 4 juin 1921, rendant applicables dans les colonies les lois précitées du 11 novembre 1915, du 23 avril 1920 et du 23 avril 1921;

Vu le décret du 13 octobre 1921, prohibant l'exportation des bâtiments de mer,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le décret du 13 octobre 1921, prohibant l'exportation des bâtiments de mer, est rendu applicable aux colonies et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies.

Art. 2. — Le Ministre des colonies, le Ministre des finances et le Ministre des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 décembre 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des pensions, des primes  
et des allocations de guerre, chargé de l'intérim  
du Ministère des colonies,*

MAGINOT.

*Le Ministre des finances,*

PAUL DOUMER.

*Le Ministre des travaux publics,*

YVES LE TROCQUER.

## DÉCRET

(Du 13 octobre 1921.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814;

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, du Ministre des travaux publics et du Ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est prohibée l'exportation des bâtiments de mer (n° 615 du tarif d'entrée) à destination de l'étranger, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat.

Toutefois, des exceptions à cette disposition pourront être autorisées dans les conditions qui seront déterminées par le Ministre des finances.

Art. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Art. 3. — Le Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, le Ministre des travaux publics et le Ministre des finances

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 octobre 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre des travaux publics,*

YVES LE TROCQUER.

*Le Président du Conseil,  
Ministre des affaires étrangères,*

ARISTIDE BRIAND.

*Le Ministre des finances,*

PAUL DOUMER.

ARRÊTÉ ministériel fixant les conditions dans les quelles seront autorisées les exceptions à la prohibition de sortie édictée pour les navires de mer, par décret du 13 octobre 1921.

(Du 22 octobre 1921.)

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 octobre 1921, portant prohibition d'exportation des bâtiments de mer à destination de l'étranger, des colonies et possessions françaises et des pays de protectorat,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les demandes d'autorisation de vente à l'étranger des navires de mer, par exception aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 13 octobre 1921, devront être adressées au Sous-Secrétariat d'Etat de la marine marchande.

Le Sous-Secrétaire d'Etat de la marine marchande statue sur les demandes d'autorisation, après avoir pris l'avis du Ministre de la marine pour les navires pouvant avoir une valeur militaire.

Art. 2. — Sur le vu de ces autorisations, le service des douanes dans les ports délivre un certificat de radiation de la flotte de commerce.

Art. 3. — Le présent arrêté sera applicable à compter du 23 octobre 1921.

Fait à Paris, le 22 octobre 1921.

PAUL DOUMER.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 28 décembre 1921, portant règlement sur la police des eaux minérales aux colonies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies.

(Du 21 février 1922.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la circulaire ministérielle n° 906, du 17 juillet 1920;

Vu le décret du 28 décembre 1921, portant règlement sur la police des eaux minérales aux colonies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 28 décembre 1921, portant règlement sur la police des eaux minérales aux colonies françaises et pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 février 1922.

THALY.

## SERVICE DE SANTE

## OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS DE JANVIER 1922.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39" Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30" Ouest ; en temps : 10 h. 7' 38".

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	MINIMA	MAXIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	20.3	30.5	24.9	27.9	93	79	757.1	754.8	N-E	N-O	10	10	51.9	
2	20.2	29.6	27.0	27.9	86	77	756.7	754.5	N-E	N-E	9	9	32.0	
3	21.5	29.5	24.0	28.4	92	75	756.0	754.2	N-E	E	10	10	43.0	
4	20.8	29.8	23.7	26.8	95	83	757.8	755.9	N-E	N	10	10	76.2	
5	20.2	30.2	26.5	28.6	73	74	758.4	756.8	N-E	N-E	10	10	19.0	
6	20.1	31.5	26.9	28.2	78	69	758.6	756.6	E	N	5	8	1.2	
7	18.8	31.8	28.8	28.9	66	59	757.9	755.6	S	N-E	5	5	2.2	
8	19.0	28.4	27.0	27.0	77	84	758.0	755.8	N	N-E	3	10	7.1	
9	19.5	32.5	24.7	29.3	79	70	758.9	756.9	N-E	S	9	7	3.8	
10	19.3	32.7	28.9	29.5	66	63	758.2	755.7	N	N-E	0	1	»	Rosée.
11	20.9	31.7	26.0	30.0	83	65	757.5	755.7	N	S-O	7	7	»	Rosée légère.
12	20.5	32.3	29.0	28.2	58	76	759.5	757.7	N-E	S	0	9	»	Rosée.
13	19.7	31.5	29.1	29.1	70	70	759.7	758.3	N-E	N-E	0	7	»	Rosée, tonnerre dans la matinée et dans l'après-midi.
14	19.0	31.6	27.9	28.3	61	68	759.9	758.3	N-E	N-E	6	8	gouttes	Rosée, tonnerre lointain dans la matinée et dans l'après-midi.
15	18.9	32.5	28.9	29.7	66	62	759.9	758.9	N-O	N-E	0	6	»	
16	19.8	33.0	29.9	30.5	58	58	758.8	755.1	N-E	N-E	3	2	»	
17	19.7	31.5	28.9	29.0	65	66	756.8	754.2	N	N-O	1	3	0.3	
18	19.0	32.6	28.8	31.0	66	60	756.9	758.7	N	S-O	0	4	»	Rosée légère
19	19.5	32.7	28.6	28.8	66	66	757.1	756.2	N-O	N-E	3	9	gouttes	
20	19.1	32.5	29.5	30.0	63	66	757.3	755.1	E	N-O	0	4	»	
21	19.2	32.0	26.1	29.0	75	70	757.3	755.8	E	N	4	5	»	
22	19.3	32.3	28.9	29.8	65	66	758.1	756.8	N-E	N-E	0	7	»	
23	18.9	32.5	28.0	28.0	66	69	757.6	756.8	N-E	S-E	0	8	»	
24	19.8	32.6	28.5	29.2	69	70	757.5	756.5	N-E	N-O	0	4	»	
25	20.1	33.1	29.0	30.0	71	69	758.7	756.6	N-E	N-O	0	6	»	
26	21.1	33.1	30.1	29.9	71	72	757.5	756.3	N-O	S	2	10	»	
27	20.8	32.8	29.2	30.0	72	69	757.1	755.8	N-O	N-O	6	7	12.0	
28	21.8	33.2	28.8	30.0	72	71	759.0	757.9	N	N	10	4	»	Tonnerre dans l'après-midi.
29	20.5	32.5	27.9	28.0	76	82	759.5	758.0	N-E	N-E	6	10	0.5	
30	21.1	31.1	30.0	26.4	65	81	758.5	756.6	N-E	S-E	2	10	15.9	
31	19.1	30.7	24.0	27.8	90	72	757.0	755.3	N-E	N-E	6	8	»	
Moyenne	19.9	31.7	27.7	28.9	73	70	758.0	756.4	Pluie totale.....				255mm	13 jours de pluie.

Le Pharmacien Major de 2<sup>e</sup> classe,  
LIOT.Vu :  
Le Chef du Service de Santé,  
D<sup>r</sup> BOURRAGUÉ.